

ÉTATS-UNIS

Fermer Guantánamo et lever le voile sur les autres centres de détention

Index AI : AMR 51/100/2005

ÉFAI

Mercredi 22 juin 2005

ÉDITORIAL DESTINÉ AU SITE news.amnesty

Par Irene Khan,
secrétaire générale d'Amnesty International

« Scandaleux. » « Irresponsable. »
« Condamnable. » « Regrettable et affligeant. »
« Absurde. »

Le président Bush, Dick Cheney et Donald Rumsfeld réagissaient-ils à nos préoccupations concernant les actes de torture, les mauvais traitements et les meurtres commis dans les centres de détention gérés par les Américains? Condoleezza Rice et le général Richard Myers assuraient-ils au peuple américain qu'il serait mis fin aux atteintes aux droits humains commises en son nom, notamment l'usage de chiens et les humiliations sexuelles, et qu'elles feraient l'objet d'enquêtes ?

Absolument pas. Le gouvernement américain s'est exprimé ainsi afin de qualifier le Rapport 2005 d'Amnesty International et de détourner l'attention de certaines vérités dérangeantes.

Depuis trois ans et demi, Amnesty International a publié plusieurs rapports circonstanciés sur la politique et les pratiques américaines en matière de droits humains mises en œuvre dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Tout récemment, quelques semaines seulement avant le lancement de notre Rapport 2005, nous avons publié un rapport de plus de 160 pages, contenant éléments de preuve et analyses. Un autre document paru en octobre 2004 comptait plus de 200 feuillets. Le gouvernement du président Bush s'est abstenu de réagir à ces rapports.

Le camp de détention de Guantánamo souille la réputation des États-Unis.

Néanmoins, Guantánamo n'est que la partie visible de l'iceberg, l'îlot le plus célèbre d'un archipel de camps de détention qui englobe la base aérienne de Bagram en Afghanistan et des prisons en Irak et ailleurs. Des éléments de preuve concernant de terribles violations des droits humains continuent de filtrer de ce réseau obscur.

Le 8 juin 2005, j'ai écrit au président George Bush afin de lui exposer clairement nos vives préoccupations au sujet des politiques et des pratiques américaines, faisant observer qu'elles entrent en conflit avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention de Genève.

Le lendemain, dans un entretien accordé à la chaîne Fox News, le président Bush a répondu en ces termes à une question portant sur le camp de Guantánamo Bay : « Nous explorons toutes les solutions pour atteindre l'objectif principal qui est de protéger l'Amérique. »

Je prends note avec grand intérêt de cette déclaration. Le camp de détention de Guantánamo déshonore les meilleures valeurs américaines. Il foule aux pieds le droit international. Il sape les principes élémentaires de justice, de vérité et de liberté dont les Américains sont si fiers. Par sa seule existence, il offre un outil de propagande aux groupes armés qui se livrent à de terribles actes de violence, tout en faisant oublier que les auteurs de ces agissements doivent être déférés à la justice dans le respect des normes d'équité.

Nous lançons un appel très simple au gouvernement américain. Au lieu de diriger la puissance de feu américaine contre une organisation indépendante de défense des droits humains, le président Bush se doit de faire cesser la honte que suscite le camp de Guantánamo Bay. Il doit fermer ce camp et inculper les prisonniers devant des tribunaux américains en vertu du droit américain, ou les remettre en liberté.

Il lui faut aussi lever le voile sur ce qui se passe dans les autres centres de détention. Il doit ordonner que toute la lumière soit faite sur la politique et les pratiques américaines en matière de détention et d'interrogatoire et encourager l'ouverture d'une enquête indépendante sur les atteintes aux droits humains.

Le gouvernement américain a cristallisé son attention sur les termes que nous avons employés au sujet du tristement célèbre camp de Guantánamo Bay, que nous avons qualifié de « *goulag de notre époque* ».

Comme il le sait parfaitement, si nous avons utilisé cette métaphore, c'est que pour bien des habitants de notre planète, Guantánamo est devenu le symbole des droits humains bafoués et de l'exercice arbitraire du pouvoir de l'État – tout comme le goulag à l'époque stalinienne. C'est une réalité. Nous n'avons en aucun cas insinué que Guantánamo était littéralement un goulag, pas plus que nous ne l'avons comparé à un goulag soviétique.

L'histoire des États-Unis demeurera ternie par Guantánamo. Mais son retentissement ne s'arrête pas là : en abaissant les normes relatives aux droits humains, les États-Unis ont affaibli leur propre autorité morale lorsqu'ils s'expriment sur les droits humains.

Pourtant, les États-Unis peuvent constituer une véritable force du bien dans un monde divisé et dangereux.

Aussi le gouvernement américain doit-il désormais être disposé à réaffirmer les principes fondamentaux – justice, vérité et liberté – auxquels les Américains sont si attachés. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>